

DEMAIN L'AMÉRIQUE LATINE...

Deuxième partie: LA RÉVOLUTION EN MARCHÉ

Le mois dernier, nous avons montré que, la voie réformiste étant sans issue, les conditions écono-mi-co-politiques faisaient de la révolution une nécessité. Mais cette révolution, quel terrain va-t-elle trouver pour naître et se développer, et quelles voies devra-t-elle emprunter? L'extrême diversité des vingt pays qui composent l'A.L. empêche toute systématisation: pour ne prendre qu'un exemple, comment la guerre de guérilla, si efficace au Pérou, pourrait-elle se développer dans un pays comme l'Uruguay, en l'absence de tout relief montagneux? Aussi chaque peuple devra-t-il adapter ses luttes à une réalité originale, en dehors de tout schéma préfabriqué.

UNE OPTION FONDAMENTALE

Un grand débat tactique, plus qu'idéologique, explique le discrédit total qui est le lot des communistes dans tout le continent: le clivage entre les forces révolutionnaires et les P.C. réformistes s'est fait très tôt sur le problème de l'acceptation ou du refus de la lutte armée. La politique d'aménagement à l'intérieur de la légalité bourgeoise, des partis liés à la bureaucratie russe devait fatalement les conduire à s'opposer aux guérillas populaires: la coexistence pacifique entre blocs entraîne nécessairement la collaboration de classe à l'intérieur d'un même pays. A ces motivations peu glorieuses, il faut ajouter l'application systématique des schémas marxistes (rôle dirigeant de la classe ouvrière) rendus caduques, comme l'a bien montré Frantz Fanon, par l'apparition des masses paysannes sur la scène révolutionnaire. Les P.C. tentent de justifier leur apathie en répandant une thèse selon laquelle les contradictions entre la bourgeoisie nationale et le capita-lisme international devraient favoriser une union avec les éléments libéraux de la bourgeoisie. En réalité, ces contradictions ne sont qu'apparentes: l'oligarchie est surtout terrienne et n'est donc pas concurrencée par les compagnies étrangères; de toute manière les industriels profitent directement du sous-développement du pays, qui leur procure une main-d'œuvre à bon marché. Et s'il est vrai que le pillage légal (en Colombie, même le gouvernement ignore quelle quantité de platine est exportée annuellement par les Américains) ou illégal (la récente découverte d'un gigantesque trafic d'uranium au Brésil en fait foi) exaspère parfois certains éléments de la classe dirigeante, ce serait folie d'imaginer que leurs intérêts puissent être liés à ceux du peuple, eux dont la seule ambition est de perpétuer l'exploitation à leur propre compte.

L'Europe est loin, et la trahison par les pays dits «soviétiques» de l'idéal communiste n'y est pas res-sentie avec autant de force qu'ici. Mais, pour être différemment motivée, l'opposition des éléments les plus conscients aux bureaucrates des P.C. n'en est pas moins profonde et sincère.

LES HÉRITIERS DE TUPAC AMARU

D'ores et déjà la lutte armée est déclenchée dans quatre pays: Venezuela, Colombie, Guatemala, Pérou: quatre expériences différentes qui toutes se heurtent aux manœuvres communistes.

En 1962, la guérilla naissait au Venezuela, pays clé de l'A.L. puisqu'à lui seul il reçoit 60% des inves-tissements engagés par les U.S.A. sur le continent: s'il est un pays que les Américains ne peuvent pas se permettre de perdre, c'est bien celui-là. Cette situation place ainsi la guérilla vénézuélienne à l'avant -garde du front anti-impérialiste. Le F.L.N. «*Front de Libération Nationale*» regroupe le M.I.R. (*Mouvement de la Gauche Révolutionnaire*), les F.A.L.N. (*Forces Armées de Libération Nationale*) gauchisantes, et le P.C. qui n'a de cesse de réclamer un retour à la légalité... c'est-à-dire la mort de la guérilla! Parallèlement à l'action entreprise dans les campagnes, des commandos exécutent à Caracas même, des actions de représailles contre la police: attentats préparés avec soin, très efficaces, et n'ayant rien de commun avec le terrorisme parfois aveugle du F.L.N algérien

La Colombie est le théâtre de la plus ancienne guérilla du continent., puisqu'elle date du lendemain de la guerre civile entre libéraux et conservateurs (1948-1953). La mainmise du P.C. sur les organisations paysannes a abouti à cette aberration que l'on a appelée les «*zones d'autodéfense paysanne*»: la politique du P.C. est de «*tenir*» éternellement, quelques zones inexpugnables: Marquetalia, El Pato, Guayabero. Rio-Chiquito, Sumapaz. Il est manifeste que les communistes ne veulent à aucun prix l'extension de la guérilla, ce qui s'explique aisément lorsqu'on sait qu'ils conservent - au prix de quels marchandages! - son existence légale ne reculant même pas devant la participation aux dernières élections: il espère bien pouvoir troquer un jour ou l'autre la liquidation des républiques indépendantes contre son entrée dans un gouvernement libéral. Que la guérilla se développe et échappe à son contrôle, voilà tous ses beaux rêves partis en fumée! Il est à ce propos extrêmement intéressant de noter qu'un nouveau front vient d'être créé dans le Santander par de jeunes éléments non communistes ralliés autour du M.O.P.E.C. (*Mouvement Ouvrier. Paysan et Étudiant de Colombie*), dont les objectifs sont analogues à ceux du M.I.R.

Au Guatemala, après l'échec d'une première tentative deux ans plus tôt, la guérilla prenait un départ sérieux en 1964 mais l'influence sur les indiens mayas reste encore très faible. Quelques coups de main audacieux ont été réussis l'an dernier à Lima: en décembre, un magistrat chargé d'enquêter sur les mouvements révolutionnaires était abattu d'une rafale de mitraillette; à la même époque trois hommes déguisés en curés s'emparaient de la radio gouvernementale et parvenaient à lancer sur les ondes des appels à la lutte armée. Certaines influences (présence de nombreux réfugiés espagnols, souvenir de la révolte agraire de Zapata, contribuent à faire du Guatemala un terrain propice aux controverses idéologiques: signalons l'existence de maquis trotskystes autonomes créés par le *Mouvement du 13 novembre* de Yon Sosa, sur lequel le P.C. déverse des torrents d'injures.

Le cas du Pérou pour être plus récent n'en est pas moins intéressant: les trois loyers d'insurrection créés simultanément par le M.I.R. (1) en juin 1965 trouvent un terrain particulièrement favorable: des quatre «*pays combattants*», c'est le seul où les paysans se sentent vraiment solidaires des guérilleros: en 1964, les ondiens manifestaient déjà par milliers, et il fallut les consignes de non-violence lancées par le leader réformiste Hugo Blanco pour désamorcer un mouvement authentiquement révolutionnaire. Cette erreur semble avoir porté ses fruits, et actuellement les maquis se multiplient, portant tous des noms indiens: Pachacutec, Pumacahua, Tupac Amaru (le *Spartacus* indien héros légendaire d'une révolte contre les Espagnols). L'assise populaire de ces mouvements («*Le Monde*» parle de spontanéité des masses) rend très difficiles les habituelles manœuvres du P.C.: aussi envisage-t-il très sérieusement de créer ses propres maquis.

Pas un seul pays d'A.L. n'échappe à la vague révolutionnaire, quelle que soit la forme sous laquelle elle se manifeste: grandes grèves en Bolivie (2), au Chili, et en Uruguay; manifestations d'étudiants en Argentine, en Équateur et à Panama; ligues paysannes qui s'emparent des terres dans le sud de Costa Rica; quelques maquis existeraient en outre au Mexique et en Équateur. La conscience révolutionnaire se développe chaque jour davantage chez les exploités: même si elle n'est pas encore exprimée, la colère du peuple peut éclater à n'importe quel moment. Les événements de l'an dernier à Saint-Domingue sont à cet égard très significatifs: l'absence de P.C. et de guérillas n'a pas empêché, un soir de colère les masses populaires de tenter de prendre entre leurs mains leur propre destinée. C'est du Brésil qu'il faut maintenant attendre que parte le prochain soulèvement: le grand silence qui règne depuis le coup d'État militaire de 1964. et qui n'est pas sans rappeler la «*Paix espagnole*», ne doit pas nous faire oublier les ligues paysannes de Francisco Juliao et cette affirmation de J. de Castro: «*le nord-est du Brésil est la zone la plus explosive du monde, mais il lui manque un détonateur*».

STALINE PAS MORT

Lors de la conférence qui s'est tenue à La Havane au début de cette année, on a assisté à un ralliement spectaculaire de tous les P.C. à la guérilla. Ainsi le P.C. chilien qui était parmi les plus électoralistes du continent n'a pas craint de parler de «*l'éventualité de la lutte insurrectionnelle au Chili*». Il faudrait être bien naïf pour croire que les communistes aient entamé là un virage idéologique; en réalité quelque peu affolés par leur baisse de popularité ils ont voulu tenter de redorer un peu leur blason: la peur d'être débordés par l'ampleur des guérillas, la pression des jeunes, qui devant leur immobilisme, ont tendance à rejoindre d'autres

(1) Mouvement identique au M.I.R. vénézuélien, caractérisé selon la revue «*Partisans*» par «*sa confiance dans l'éveil des masses et dans le rôle des villages, et sa méfiance à l'égard de la bourgeoisie locale*».

(2) On peut remarquer à ce propos que la conscience politique des indiens n'est pas si faible qu'on se plaît souvent à le dire, puisque les 2 pays où ils sont les plus nombreux (Bolivie: 63 %; Pérou: 47 % de la population) sont parmi les plus combattifs du continent. Encore une légende qui s'en va...

mouvements, ainsi qu'un désir de noyautage, sont à l'origine de ce changement opportuniste. En même temps, et contradictoirement affirmeront les imbéciles, Castro se ralliait aux thèses russes sur la coexistence pacifique, se brouillait avec Pékin, et faisait de fracassantes déclarations contre les trotskystes. Qui ne voit que ces deux tendances, loin d'être antinomiques, se rejoignent et se complètent? Castro, en renforçant son influence à l'intérieur des guérillas, compte empêcher leur extension incontrôlée, de façon à en faire un élément de marchandage avec les États-Unis. Une fois de plus, le sort de plusieurs peuples est subordonné aux intérêts supérieurs d'un pays «socialiste»: le nouveau Staline des Caraïbes, après avoir enterré la révolution à Cuba, apparaît maintenant comme le fossoyeur de la révolution dans toute l'A.L.

QUELLE RÉVOLUTION?

Il n'est pas possible aux anarchistes de rester indifférents devant cet éveil d'un continent: il nous faut comprendre que, face à la misère et à la surexploitation Cuba peut apparaître comme le seul pays latino-américain à se dresser contre l'impérialisme des U.S.A.; ce qui explique que des militants révolutionnaires sincères se laissent duper par le mirage cubain et ne puissent analyser correctement la situation à Cuba (bureaucratie, totalitarisme, culte de la personnalité, puritanisme envahissant...). Que dans ces conditions les P.C. n'aient que peu d'audience prouve que cet attrait reste relatif, et l'idéologie assez floue. La situation actuelle ira d'ailleurs en se clarifiant: la contusion entretenue par l'intelligentsia marxiste apparaîtra de plus en plus clairement, à la lumière des récentes prises de position de Castro. Il est ainsi facile de prévoir, parallèlement à la généralisation de toutes les formes de lutte, une désaffection de plus en plus marquée à l'égard du fidélisme; la poussée révolutionnaire des masses paysannes, suivant l'exemple des indiens des hautes terres andines, ne pourra qu'engager plus avant la lutte dans une voie originale, en dehors de la tutelle marxiste. Dans ces conditions, les anarchistes ont le devoir de participer au combat populaire, *«et cela à deux niveaux, celui de l'exemple que nous pouvons apporter par notre détermination et celui de la critique active de toutes les manœuvres bureaucratiques ou réformistes»* (3).

A plus longue échéance, il leur appartient de construire le mouvement influent qui apportera le complément indispensable à la spontanéité des masses: l'idéologie libertaire. Toutefois il ne faut pas se dissimuler que le principal problème reste celui de la construction du socialisme dans un seul pays, problème particulièrement aigu lorsqu'il s'agit de pays de monocultures, incapables de vivre en autarcie. Aussi l'internationalisme, loin de n'être qu'un beau principe moral, est-il plus que jamais une nécessité absolue, aussi bien dans la phase de lutte qu'en période post-révolutionnaire.

Yves DELAPORTE.
